

Consolidation de la paix

Postulats, pratiques et critiques

TERESA ALMEIDA CRAVO, PHD*

La consolidation de la paix est devenue un principe directeur de l'intervention internationale dans la périphérie depuis que l'Organisation des Nations Unies (ONU) l'a incluse en 1992 dans son *Agenda pour la paix*¹. Avec pour objectif de créer les conditions d'une paix autonome et d'éviter la reprise d'un conflit armé, la consolidation de la paix cherche à éradiquer les causes profondes de la violence. Elle est nécessairement un projet multifacette impliquant les institutions politiques, légales, économiques, sociales et culturelles ainsi que des mesures de sécurité, entendues comme étant complémentaires et aptes à se renforcer mutuellement.

Toutefois, jusqu'à présent, la transition de la violence armée à la paix durable n'a pas été un sujet facile ou consensuel. Le concept de paix libérale s'est révélé particulièrement limité et inévitablement controversé et la réalité des sociétés dévastées par les guerres s'est montrée bien plus complexe que ne l'avaient prévu les acteurs internationaux chargés de promouvoir la paix dans les contextes post-conflits contemporains. Avec un parcours jalonné de succès contestés et de quelques échecs retentissants, le modèle actuel a été l'objet de critiques sévères et d'un scepticisme généralisé.

Cet article examine de façon critique le contexte théorique et les aspects pratiques de la consolidation de la paix, en explorant les ambitions et les faiblesses du paradigme adopté par la communauté internationale depuis les années 1990. En ce sens, il présente tout d'abord les origines intellectuelles du concept pour ensuite se pencher sur son admission par cooptation comme modèle d'action de l'ONU. L'examen de la consolidation de la paix au regard du modèle institutionnalisé de l'interventionnisme international se divise en trois parties : les postulats, la pratique institutionnelle et l'évaluation critique. Ses prin-

*Teresa Almeida Cravo est chercheuse au *Centre for Social Studies*, membre du groupe de recherche *Humanities, Migration and Peace Studies*, et professeure adjointe de relations internationales à la faculté d'économie de l'université de Coimbra. Elle est également coordinatrice du programme de doctorat « Democracy in the XXIst Century » de l'université de Coimbra. Elle est titulaire d'un doctorat du département de science politique et d'études internationales de l'université de Cambridge.

Cet article, dont la version originale est en portugais, a été traduit en anglais grâce à des financements nationaux par le biais de la FCT (Fundação para a Ciência e a Tecnologia) dans le cadre du projet OBSERVARE sous la référence UID/CPO/04155/2013, en vue d'être publié sur Janus.net. Traduction anglaise par Thomas Rickard.

ALMEIDA CRAVO, Teresa, « Peacebuilding: Assumptions, Practices and Critiques », *JANUS.NET e-journal of International Relations* 8, no 1, mai-octobre 2017, <http://hdl.handle.net/11144/3032>.

cipes et ses objectifs sont étudiés, puis l'article explique brièvement sa mise en œuvre sur le terrain en prenant en compte quatre dimensions : militaire et sécuritaire, politico-constitutionnelle, socio-économique et psychosociale. Enfin, l'article mène une réflexion sur les critiques récurrentes les plus acerbes de la consolidation de la paix, en mettant en lumière les problèmes et les limites qui ont malmené ce modèle d'intervention au cours des vingt dernières années.

Johan Galtung et les origines intellectuelles de la consolidation de la paix

Le concept de consolidation de la paix est entré dans le lexique des universitaires bien avant qu'il ne fasse consensus dans la sphère de l'élaboration de politiques. Le Norvégien Johan Galtung, considéré comme le fondateur des études sur la paix, a utilisé ce terme pour la première fois en 1976 dans son article « *Three Approaches to Peace: Peacekeeping, Peacemaking and Peacebuilding* », donnant le la de l'exploration théorique et opérationnelle qui allait en résulter quelques années plus tard et qui s'avère prolifique aujourd'hui encore².

Pour comprendre les origines de ce concept, nous devons toutefois prendre un peu de recul par rapport à la contribution théorique de cet auteur. Les trois approches de la paix développées dans cet article sont intimement et directement liées à sa proposition innovante de redéfinition de la paix et de la violence, présentée dans les années 1960³. Galtung définit la paix comme l'absence de violence et la violence comme toute situation dans laquelle les êtres humains sont influencés afin que leurs réalisations somatiques et mentales restent en deçà de leur potentiel. Cette définition prétendait à l'époque dépasser la notion dominante de la violence comme acte délibéré d'un acteur identifiable en vue de brider une personne, vision que l'auteur jugeait étriquée : « Si la violence se résumait à cela et si la paix est vue comme sa négation, alors trop peu de choses sont rejetées quand la paix est élevée en idéal⁴ ». Pour clarifier le concept, Galtung commence par explorer une définition duale de la paix : la paix négative, en tant qu'absence de violence et de guerre, et la paix positive, en tant qu'intégration de la société humaine⁵. La recherche pour la paix reviendrait, dans cette perspective, à étudier les conditions qui nous rapprochent des deux, ce qui produirait en fin de compte ce que Galtung appelle la « paix générale et complète⁶ ».

Cette conceptualisation été critiquée, notamment parce qu'elle était jugée trop vague et dépourvue d'utilité pratique. Par la suite, Galtung présente ce qui peut être considéré comme sa plus grande contribution aux postulats de base des études sur la paix : l'identification du triangle de la violence et du triangle correspondant de la paix. Dans le triangle de la violence, l'auteur distingue trois aspects : la violence directe, la violence structurelle et la violence culturelle ; les deux premiers concepts ayant été présentés en 1969 et le dernier en 1990. Pour l'auteur, la violence directe est l'acte intentionnel d'agression, avec un sujet, une action visible et un objet. La violence structurelle est indirecte, latente et issue des structures sociales qui organisent les êtres humains et les sociétés, par exemple la répression dans sa forme politique et l'exploitation dans sa forme économique⁷. Enfin,

la violence culturelle est un système de normes et de comportements sous-tendant et légitimant la violence structurelle et directe, c'est-à-dire la cosmologie sociale nous permettant de considérer la répression et l'exploitation comme normales ou naturelles et, par conséquent, plus difficiles à déraciner⁸. Avec cette formulation, Galtung met le doigt sur les problèmes et les limites des définitions de la violence qui ne couvrent que les conflits sociaux à grande échelle (la guerre) et encourage la compréhension de la paix dans son sens le plus large, à savoir une paix directe, structurelle et culturelle, exposant et étudiant la dynamique structurelle mondiale de la répression et de l'exploitation, ainsi que la violence symbolique présente dans l'idéologie, la religion, le langage, l'art, la science, le droit, les médias et l'éducation.

Il n'est donc guère surprenant que l'étape suivante dans le cheminement conceptuel de l'auteur norvégien fût la confrontation de cette compréhension avec la pratique concrète de l'intervention internationale, en particulier dans son article qui développe les concepts du maintien de la paix, du rétablissement de la paix et de la consolidation de la paix. Selon Galtung, le maintien de la paix a constitué une approche « dissociative », dont l'objectif était de promouvoir une distance et un « vide social » entre les antagonistes à travers l'assistance d'une partie tierce⁹. Cette stratégie péchait par le fait qu'elle envisageait le conflit comme une interruption du *statu quo* et qu'elle prescrivait le retour au *statu quo ante* comme solution. Elle ne tâchait pas de savoir si ce *statu quo ante* devait effectivement être retrouvé et préservé; elle ne visait qu'au maintien de l'absence de violence directe entre les parties au conflit et, par conséquent, contribuait par inadvertance à une violence structurelle persistante¹⁰. Puisque la préservation de la violence structurelle favorise en fin de compte la violence directe et donc le retour probable à un conflit ouvert à long terme, cette approche n'était pas satisfaisante aux yeux de Galtung¹¹.

Le rétablissement de la paix, d'un autre côté, représentait une approche plus complète, ancrée dans la résolution des conflits, dont l'objectif allait au-delà de la cessation des hostilités, en se concentrant sur les diverses façons de transcender les incompatibilités et les contradictions entre les parties¹². Toutefois, tout en reconnaissant la « radicalité » potentielle de l'approche de la résolution des conflits, Galtung affirme qu'elle est généralement orientée vers la préservation, et non la contestation, d'un *statu quo* (violent) et orientée vers les acteurs, et pas nécessairement vers le système (la structure) qui (re)produit la violence¹³. Le rétablissement de la paix et la résolution des conflits sont donc avant tout compris comme résidant dans les « esprits des parties en conflit » et comme étant réalisés dès lors qu'un accord est signé et ratifié, une vision dont Galtung dénonce l'étroitesse, l'élitisme et la négligence au regard des facteurs structurels qui sont essentiels à la construction d'une paix durable¹⁴.

Cette compréhension du maintien de la paix et du rétablissement de la paix conduit Galtung à développer un nouveau concept : la consolidation de la paix. Contrairement aux deux autres approches, la consolidation de la paix est *nécessairement* une approche associative du conflit, à même de s'attaquer aux causes directes, structurelles et culturelles de la violence dans leur acception la plus large. L'élimination des causes profondes de la violence mettrait en avant des principes tels que l'« équité » (par opposition à la domination/

exploitation et en faveur de l'interaction horizontale), l'« entropie » (par opposition à l'élitisme et en faveur de l'inclusion) et la « symbiose » (par opposition à l'isolation et en faveur de l'interdépendance)¹⁵. Certes Galtung reconnaît la difficulté et la complexité de cette approche, mais sa conception de la consolidation de la paix est indubitablement maximaliste, ambitieuse et ancrée dans l'idée d'une lutte pour la paix embrassant de manière exhaustive « plusieurs fronts¹⁶ ».

Cette argumentation théorique proposée par Galtung sur les différentes façons d'envisager la violence et la paix dépassait le simple exercice académique, car elle comportait des implications pratiques claires, notamment dès son adoption par l'ONU en 1992, comme nous allons le voir plus loin.

Les postulats théoriques du modèle

La réflexion de Galtung inspira Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU enthousiasmé par la perspective d'une organisation mondiale plus dynamique et interventionniste, à la suite du bouleversement de la conjoncture internationale. Ce fut essentiellement la combinaison de trois facteurs qui déclencha une vive réaction de la communauté internationale et notamment de l'ONU au début des années 1990. Premièrement, la fin de la guerre froide eu pour effet l'assouplissement des relations entre les grandes puissances au sein du Conseil de sécurité et un engagement renouvelé en faveur des principes fondateurs de l'organisation, ainsi que le triomphe du libéralisme et l'importance toute particulière qu'il accorde aux droits de l'homme et à la démocratie¹⁷. Deuxièmement, la multiplication considérable des conflits violents dans la périphérie, touchant 50 pays sur plusieurs continents en 1991, finit par gagner en visibilité et en importance sur l'agenda international¹⁸. Enfin, la nature de ces mêmes conflits, des guerres civiles particulièrement dévastatrices remettant en question le pouvoir centralisé de l'état, considérées comme immorales et déstabilisantes pour le système régional et international, éveilla, principalement à l'Ouest, une opinion publique favorable à l'interventionnisme¹⁹.

À la faveur de ce moment historique d'« optimisme multilatéral » et face à ces guerres des années 1990 vues comme des « guerres de la communauté internationale » exigeant une réponse déterminée de l'organisation, Boutros-Ghali présenta l'ambitieuse proposition d'en découdre avec les défis de la paix et de la sécurité mondiale après la guerre froide, qui pris corps dans l'*Agenda pour la paix*²⁰. Ce document adopte un modèle institutionnalisé de la paix conférant à l'ONU des attributions plus cohérentes, dynamiques et audacieuses, ainsi qu'une envergure internationale accrue par rapport aux décennies précédentes.

Le Secrétaire général proposa quatre stratégies interconnectées : la diplomatie préventive, le rétablissement de la paix, le maintien de la paix et, pour finir, la consolidation de la paix²¹. La diplomatie préventive a deux objectifs : premièrement, éviter qu'une situation de conflit latent ne se développe en situation violente *de facto* ; deuxièmement, contenir la propagation éventuelle d'une situation violente *de facto* à d'autres régions et groupes sociaux. Le rétablissement de la paix a pour objectif d'accompagner les parties en conflit

dans des négociations de paix vers un accord, par les moyens pacifiques prévus au chapitre VI de la Charte des Nations unies²². Le maintien de la paix implique le détachement sur le terrain de forces de l'ONU, les fameux Casques bleus, après un accord entre les parties et avec leur consentement exprès, en vue de stabiliser les zones de tensions et de s'assurer que le processus de paix est réellement mis en œuvre. La grande nouveauté réside sans aucun doute dans le concept de « consolidation de la paix après un conflit », annoncée comme la nouvelle priorité de l'organisation.

Les objectifs et les principes

Définie comme une « action menée en vue de définir et d'étayer les structures propres à raffermir la paix afin d'éviter une reprise des hostilités²³ », la consolidation de la paix couvre deux tâches différentes, quoique complémentaires : d'une part, la tâche négative consistant à empêcher la reprise du conflit et d'autre part, la tâche positive consistant à « extirper les causes les plus profondes du conflit²⁴ ». Cette articulation suit la proposition théorique de Galtung sur la paix et la violence abordée plus haut qui promeut un agenda maximaliste pour la paix positive comme élément essentiel pour une paix négative durable, c'est-à-dire la fin de la violence directe²⁵. Boutros-Ghali affiche clairement son ambition : le modèle qu'il propose vise en fin de compte à s'attaquer à « la misère économique, l'injustice sociale et l'oppression politique », sources de violence sapant le système²⁶. Et pour atteindre ce but, l'ONU est prête à et désireuse d'offrir une « garantie extérieure » à tous les stades des situations de conflit.

Les quatre stratégies contenues dans l'*Agenda pour la paix* sont de ce fait envisagées dans une logique de complémentarité, où les différentes phases de transition du conflit violent à la paix ont des objectifs communs nécessitant une approche intégrée. La consolidation de la paix commence à prendre forme dans le cadre des opérations de maintien de la paix qui, à leur tour, sont déployées sur le terrain à la suite d'accords de paix négociés. Progressivement, la responsabilité de la consolidation de la paix est transférée aux autochtones des pays se relevant d'un conflit, appuyés par des acteurs extérieurs, de manière à poser les fondations d'une paix durable et à éviter ainsi l'apparition de nouveaux conflits.

Les réflexions présentées dans les documents établis par la suite, parmi lesquels le *Supplément à l'Agenda pour la paix* (1995), le *rapport Brahimi* (2000), *Opérations de maintien de la paix des Nations Unies : Principes et orientations* (2010) et *Consolidation de la paix : une orientation* (2010), mettaient le doigt sur cette idée d'interaction :

les opérations de paix se limitent rarement à un seul type d'activité et les frontières entre la prévention des conflits, le rétablissement de la paix, le maintien de la paix, la consolidation de la paix et l'imposition de la paix sont de plus en plus floues, souligne le rapport de 2008²⁷.

La consolidation de la paix est envisagée comme un outil préventif²⁸, essentiel pour « effacer les séquelles » du conflit²⁹ et réduire sensiblement le risque de reprise des hostilités³⁰. Le maintien et la consolidation de la paix sont définis comme des « partenaires indissociables³¹ » et les Casques bleus sont qualifiés de « premiers agents de consolidation

de la paix³² » puisque la consolidation de la paix ne peut pas entrer en jeu sans le maintien de la paix et ce dernier ne peut avoir de stratégie de sortie sans la première. Autrement dit, l'idée centrale est donc celle d'un *continuum* entre la paix négative et la paix positive, entre la stabilisation et le développement et entre la prévention structurelle et la consolidation.

La paix libérale

Si l'adoption d'une vision *maximaliste* de la paix, coïncidant avec la proposition théorique de Galtung, était clairement due à l'environnement intellectuel et politique généré par la fin de la guerre froide, la *conception* spécifique du modèle à mettre en œuvre dans les zones de conflits était également le reflet des vainqueurs de cette confrontation bipolaire.

En fait, l'approche qui donnait forme à cette nouvelle ambition de promotion de la paix dans la périphérie et qui fut par la suite intégrée aux nouveaux instruments de sécurité collective était la vision occidentale de la paix dite libérale³³. Comme l'explique Christopher Clapham, les vainqueurs du conflit bipolaire, c'est-à-dire non seulement les démocraties capitalistes et libérales, mais aussi leur société civile et la myriade d'organisations non gouvernementales et d'institutions internationales qu'elles contrôlent, ont cherché à restructurer le système international conformément aux valeurs victorieuses de l'époque³⁴ et présentaient la démocratie libérale et l'économie de marché comme la « recette mondiale pour le développement, la paix et la stabilité³⁵ ».

En ce sens, comme le déclare Roland Paris, la consolidation de la paix est effectivement « une immense expérience d'ingénierie sociale, une expérience impliquant la transplantation des modèles occidentaux de l'organisation sociale, politique et économique dans les pays dévastés par la guerre afin de limiter le conflit civil : autrement dit, la pacification à travers la libéralisation politique et économique³⁶ ». Avec la chute du bloc communiste et du modèle qu'il offrait, cette approche interventionniste a été rapidement encouragée et s'est imposée, sans rivale, aux quatre coins du monde, ce que Pierre Lizée appelle le « syndrome de la fin de l'histoire³⁷ ». En introduisant des conditionnalités politiques et économiques au travers des opérations de paix et des programmes d'aide au développement, le modèle des démocraties de marché s'est répandu dans l'ensemble du Tiers monde³⁸.

L'immense potentiel d'une ouverture du concept de consolidation de la paix à un grand nombre de définitions basées sur des compréhensions et des approches différentes, qui auraient pu prendre une multitude de formes concrètes dans des contextes post-conflit, a été réduit à la spécificité de l'occident et à une vision libérale du monde et par conséquent fermé aux autres expériences et solutions possibles.

Le modèle en pratique

Il y avait, dès le début, une convergence autour de ce que Miles Kahler appelait « le consensus de New York³⁹ » malgré l'absence d'un organe central pour toutes les activités

de consolidation de la paix au sein de l'ONU pendant la première décennie, d'une part, et la présence constante d'autres acteurs internationaux qui s'arrogeaient des responsabilités dans le cadre des interventions internationales d'autre part. Le « consensus de New York » reflétait le *rêve libéral* de créer des démocraties multipartites dotées d'une économie de marché et d'une société civile forte et de promouvoir les valeurs et les pratiques libérales occidentales comme l'autorité séculaire, la gouvernance centralisée, l'état de droit et le respect des droits de l'homme⁴⁰.

Comme l'explique Oliver Richmond, la paix est pensée par la communauté internationale occidentale comme une « forme idéale réalisable, le résultat d'actions ascendantes et descendantes, reposant sur des normes, des structures et des régimes sociaux, politiques et économiques libéraux⁴¹ ». Penser la « paix comme une gouvernance⁴² » suppose aussi de voir en la consolidation de la paix un moyen de parvenir à une fin, c'est-à-dire comme un modèle institutionnalisé prenant corps à travers une série d'étapes requises pour établir la paix libérale. Pas étonnant, donc, que la pratique de la consolidation de la paix ait nécessité un cadre standardisé d'action cherchant à revêtir un caractère universel et hégémonique.

La multidimensionnalité

L'engagement de l'ONU en Namibie en 1989 constitue la première tentative de mise en œuvre de ce paradigme. Dépassant la supervision traditionnelle d'un cessez-le-feu, l'opération de paix a pour mandat d'assister l'instauration d'institutions politiques démocratiques et de surveiller les élections qui assureraient l'indépendance du pays. Le succès relatif de la mission a démontré la capacité et la volonté de l'organisation d'entreprendre des opérations de paix plus ambitieuses et de plus grande envergure en menant des activités bien plus étendues que celles entreprises jusqu'alors, et dans différents pays sortant de conflits armés en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique centrale⁴³. Nous avons donc assisté pendant les années 1990 à une expansion considérable du modèle de paix libérale qu'Oliver Ramsbotham appelle « instruction permanente de l'ONU de consolidation de la paix après le règlement⁴⁴ » et qui se matérialise sur le terrain par quatre dimensions interdépendantes : 1) militaire et sécuritaire, 2) politico-constitutionnelle, 3) socio-économique et 4) psychosociale.

La dimension militaire et sécuritaire

Les groupes engagés dans des conflits intra-étatiques font face à un dilemme sécuritaire bien plus élevé que les groupes engagés dans des conflits interétatiques, à tel point que le renforcement de l'autorité de l'état suppose de récupérer le monopole de l'usage légitime de la force et le contrôle d'un territoire entier ; cela implique donc précisément la reconstitution d'un pouvoir politique central capable de s'imposer face aux autres pouvoirs politiques et militaires. Il est par conséquent nécessaire d'institutionnaliser des garanties neutralisant le sentiment compréhensible d'insécurité qui gagne les différents acteurs redoutant d'être exclus et craignant que la centralisation du pouvoir politique et

militaire ne favorise le groupe adverse à leurs dépens. La dimension militaire et sécuritaire du modèle de consolidation de la paix a donc deux objectifs : établir un équilibre entre les parties belligérantes et limiter la capacité des combattants à reprendre les hostilités. Il existe par conséquent un programme spécifiquement destiné aux soldats, appelé le « DDR », incluant les phases standardisées de : 1) démobilisation, 2) désarmement et 3) réintégration dans la vie civile ou les forces armées nationales⁴⁵.

Par la suite, la communauté internationale s'est focalisée sur la réforme du secteur de la sécurité (RSS), qui couvre les services militaires, policiers et du renseignement et cherche à établir un contrôle plus transparent, efficace et démocratique⁴⁶. En se rapportant à une notion générique de bonne gouvernance et d'état de droit, la RSS offre une approche complète à long terme reposant non seulement sur la *capacité* d'assurer la sécurité des citoyens, mais aussi sur le principe de responsabilité à *travers* une supervision civile et démocratique⁴⁷.

La dimension politico-constitutionnelle

Cette dimension cherche à mener une transition politique impliquant la légitimation de l'autorité du gouvernement, la réforme de l'administration de l'état au cours du conflit et le transfert des tensions au sein des groupes en conflit au niveau institutionnel, c'est-à-dire l'idée de la politique comme prolongement du conflit par des moyens non violents, une notion introduite par Michel Foucault que Ramsbotham nomme « Clauzewitz inversé⁴⁸ ».

Le régime politique sous-tendant ces changements est la démocratie libérale, considérée plus favorable à la paix tant en interne qu'à l'échelle internationale⁴⁹. En tant que « philosophie politique dominante⁵⁰ » de la communauté internationale de l'après-guerre froide, elle a été d'abord encouragée puis s'est imposée aux sociétés faisant l'objet d'une intervention, en s'axant principalement sur la réforme et la promotion de l'état de droit et des éléments ayant le plus d'effet sur le processus de démocratisation et sur la création d'une culture démocratique : les partis politiques, les médias et la société civile.

L'introduction de ce modèle démocratique dans les scénarios post-conflits peut, toutefois, prendre différentes formes. Une première approche consistait à organiser des élections multipartites à court terme, qui symbolisaient la responsabilisation immédiate des acteurs nationaux et la légitimité du nouveau pouvoir politique (comme en Angola en 1992). La logique du gagnant emporte tout du jeu à somme nulle dans des contextes extrêmement instables conduisit toutefois à l'émergence d'une deuxième approche jugée moins déstabilisante : les gouvernements de coalition, qui visaient à socialiser les acteurs en matière de partage du pouvoir négocié, et la pratique du consensus avant la tenue de premières élections (par exemple, en Afghanistan en 2002). La dernière voie, réservée aux cas où il existe un large engagement de la communauté internationale en matière de dispositions financières, de ressources humaines et de temps, est le « protectorat international », dans lequel l'administration de transition est assurée par un acteur extérieur (par exemple, au Timor oriental avec l'ONU entre 1999 et 2002).

La dimension socio-économique

Cette dimension a pour objectif d'inverser l'effet particulièrement dévastateur d'un conflit armé sur le tissu socio-économique d'un pays, en s'appuyant sur l'aide financière internationale. Selon la logique d'un *continuum* entre l'urgence, la réhabilitation et le développement⁵¹, la communauté internationale commence habituellement par l'aide humanitaire et joue aussi un rôle crucial dans le soutien à moyen et long terme à la reconstruction de l'infrastructure de base et à l'application de politiques macro-économiques de stabilisation. Il convient de noter que la compréhension de ce relèvement économique, ainsi que des (dés)équilibres monétaires et fiscaux, a été guidée par l'idéologie néolibérale⁵². Au cours des années 1980 et 1990, cette philosophie économique se matérialisait par les programmes dits d'ajustement structurel, appliqués dans l'ensemble des pays en développement par des institutions financières loyales au fameux « consensus de Washington⁵³ ». Ces politiques économiques prônaient la libéralisation, la privatisation et la dérégulation de l'économie des pays en les ouvrant au marché; elles s'accompagnaient d'un affaiblissement et d'une réduction concomitante du rôle interventionniste de l'état dans un contexte de discipline fiscale rigoureuse et de réforme des impôts destinée à attirer les investissements étrangers.

Des critiques dévastatrices de ce modèle néolibéral concernant les difficultés d'intégrer favorablement et durablement ces économies post-conflits au marché mondial ont suscité des appels forts à l'assouplissement des pratiques économiques, au retour à l'état comme agent de développement et à la nécessaire réconciliation des impératifs de stabilisation à court terme et des impératifs à long terme de croissance et de développement⁵⁴. Généralement, toutefois, les réformes du « consensus post-Washington » qui suivirent, principalement à la fin des années 1990, allaient dans le sens d'un « paquet néolibéral allégé » plutôt que d'une véritable remise en cause des postulats du modèle.

La dimension psychosociale

L'un des plus lourds tributs payés à la guerre est l'impact durable d'une culture de la violence ancrée dans les sociétés exposées aux conflits sur une longue période⁵⁵. La restauration du tissu social des pays dévastés par la guerre dépend de la déconstruction des stéréotypes et des conditions qui ont aggravé le conflit et polarisé les communautés, exigeant, de ce fait, un changement des attitudes individuelles et, plus généralement, du comportement de la société dans son ensemble en faveur d'une réconciliation.

Les sociétés ont combattu différemment le traumatisme psychosocial engendré par les conflits. Certaines ont choisi ce que nous appelons ici « la formule de l'amnésie », ou encore l'enfouissement du passé, moyennant des amnisties, afin de ne pas créer d'instabilité. Cette voie est difficile à suivre, car les personnes en souffrance sont généralement torturées par leur bonne mémoire. Il existe essentiellement trois autres pratiques courantes permettant d'appréhender le passé dans ces contextes (qui peuvent coexister ou être associées à des lois d'amnistie) : 1) les commissions de paix et de réconciliation, comme au Salvador; 2) les tribunaux (règlement judiciaire, soit national soit internatio-

nal), comme au Rwanda; et 3) les pratiques traditionnelles de réconciliation (des rituels entièrement basés sur les ressources culturelles locales), comme au Timor oriental.

Il s'agit, finalement, d'un processus lent et douloureux, impliquant une réadaptation à l'autre et la reconstruction de relations pacifiques. La réconciliation dans son acception la plus large est donc, finalement, l'objectif ultime de la transition vers la paix. Le consensus autour de la pratique institutionnelle de la consolidation de la paix s'est généralisé. L'organisation mondiale a cherché à le renforcer et à rationaliser les missions d'observation à travers des réformes administratives telles que la création du Département des opérations de maintien de la paix dès 1992 et par le recours plus systématique aux représentants spéciaux du Secrétaire général. En particulier, la Commission de consolidation de la paix a été créée en 2005 afin de combler le vide institutionnel relatif à la capacité de l'ONU à agir dans des contextes de violence et de fragilité de l'état, de tirer des enseignements de ses erreurs et d'élaborer des bonnes pratiques dans un cadre de paix libérale.

Étant donné la complexité croissante des menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales, la logique de complémentarité entre les actions de l'ONU, des nombreuses organisations régionales et de la société civile prit également de l'ampleur. En mettant en pratique ce qui avait été envisagé dans le chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, les partenariats avec les organisations régionales, considérés comme des espaces privilégiés pour la résolution de la crise et la promotion de la paix, se renforcèrent. Les institutions comme l'OCDE, l'UE, l'OTAN et l'Union africaine commencèrent à jouer un rôle croissant dans la consolidation de la paix, en suivant généralement le modèle institutionnalisé. En particulier, l'élargissement de l'OTAN et de l'UE en Europe puis l'expansion de leurs opérations au-delà des frontières européennes ont intensifié l'application du paradigme et conféré une plus grande légitimité au modèle de paix libérale comme cadre d'action standardisé. Simultanément, la prééminence sur l'agenda international du concept de sécurité humaine et les appels subséquents à l'intervention ont offert plus d'espace aux organisations de la société civile dans le discours et les pratiques sur la paix et les conflits⁵⁶. Considérées comme plus axées sur les individus et tendant à adopter des approches ascendantes, ces organisations ont pris de l'ampleur et leur participation aux différents stades de la promotion de la paix a fini par être jugée essentielle au succès d'un processus de paix durable. Comme le font remarquer Edward Newman et al., cette vision à la fois du challenge et de la réponse la plus appropriée, rapidement adoptée par d'autres organisations, reflète non seulement le consensus dominant, mais aussi l'évolution normative vers un affaiblissement de l'inviolabilité de l'intégrité territoriale et, en concomitance, l'acceptation croissante de l'interventionnisme international⁵⁷.

Les critiques du modèle

Les attentes élevées à l'égard de cette nouvelle ère d'interventionnisme furent rapidement anéanties, ce qui favorisa l'émergence d'un pessimisme généralisé, notamment en raison des échecs cuisants et médiatiques des missions en Angola, en Bosnie, en Somalie et au Rwanda. Les statistiques sur la récurrence des conflits violents dans les sociétés

précédemment dévastées par la guerre (50 pour cent d'entre elles y sont sujettes pendant les cinq premières années suivant la signature d'un accord de paix) ont contribué à remettre ouvertement en question ce modèle privilégié⁵⁸. Du reste, même en l'absence d'une franche reprise des hostilités, la matérialisation d'une paix formelle rencontra de graves difficultés et, bien souvent, les déclarations initiales et enthousiastes de succès se révélèrent prématurées⁵⁹.

Le principal protagoniste de cet ambitieux projet interventionniste endossait une bonne part de responsabilité des revers et des échecs. La complexité des problèmes affrontés en matière de paix et de sécurité avec la fin de la guerre froide ont même défié de façon considérable la capacité institutionnelle des missions de l'ONU de cette envergure à plusieurs niveaux : ressources financières, personnel qualifié et expérimenté, collecte d'informations et planification, communication, coordination et savoir-faire opérationnel⁶⁰. Évidente dès le départ, la difficile opérationnalisation de la proposition de l'ONU a confirmé les faiblesses manifestes et les dilemmes complexes qui sapèrent la crédibilité, la légitimité et la capacité d'intervention de l'organisation.

Or, ce serait les critiques du modèle même de consolidation de la paix, défendu tant par l'ONU que par d'autres acteurs plus interventionnistes du système international, qui s'avéreraient les plus virulentes. Nous pouvons classer ces critiques en deux catégories selon leur position analytique : 1) les critiques réformistes (les résolveurs de problèmes)⁶¹ qui, tout en lui reconnaissant des défauts majeurs, prônent la poursuite du modèle, en affinant le processus sans en contester le fondement idéologique ; et 2) les critiques structurelles, qui remettent en question la légitimité même du modèle, ses valeurs, ses intérêts et la reproduction des relations hégémoniques et mettent ainsi en cause l'ordre accepté comme réalité immuable.

Un interventionnisme accru et meilleur : les critiques réformistes

En nombre comme en influence dans la sphère de l'élaboration de politiques, la plupart des auteurs étudiant la question de la promotion de la paix dans les pays de la périphérie appartiennent à la mouvance dite majoritaire et peuvent être catalogués de résolveurs de problèmes. Ces auteurs défendent l'ordre existant et leur préoccupation est d'accroître la pertinence et l'efficacité pratique du modèle de paix libérale⁶². Convaincus finalement que, malgré des résultats décevants, l'intervention d'un tiers est plus bénéfique que nuisible et que la seule autre issue possible serait de livrer des millions de personnes de la périphérie à l'insécurité et à violence, les partisans de ce courant de pensée accusent les « hypercritiques » de scepticisme généralisé et se focalisent sur l'amélioration du modèle afin d'en réduire les effets déstabilisateurs et d'en améliorer les capacités⁶³.

Roland Paris et Timothy Sisk représentent génériquement cette position et relèvent dans ce modèle cinq contradictions entravant son applicabilité : 1) l'intervention externe est utilisée pour promouvoir l'autonomie ; 2) le contrôle international est requis afin de créer l'appropriation locale ; 3) les valeurs universelles sont encouragées pour s'attaquer aux problèmes locaux ; 4) la rupture avec le passé est concomitante avec l'affirmation de

l'Histoire; et 5) les impératifs à court et à long terme sont souvent contradictoires⁶⁴. Ces tensions se matérialisent par des défis pratiques à la consolidation de la paix sur le plan de : 1) la présence internationale (c'est-à-dire le degré d'interférence dans les affaires internationales de l'état hôte – ampleur de la mission, nature des tâches, consentement contre conformité/imposition, combinaison de moyens violents et/ou non-violents); 2) la durée de la mission (reconstruction après la guerre comme activité nécessairement de long terme, contre responsabilité des acteurs nationaux); 3) la participation locale (élites contre population, priorités internationales contre priorités locales); 4) la dépendance (par rapport aux acteurs internationaux contre une paix durable); et 5) la cohérence (coordination organisationnelle et influence normative)⁶⁵.

Constater ces dilemmes ne conduit pas à rejeter ce type de réponse de la communauté internationale; au contraire, cette analyse est vue comme une tentative « réaliste » de *gestion* des impératifs contradictoires afin d'améliorer les performances et l'efficacité des missions, de redéfinir les attentes et ainsi de « sauver » le projet de paix libérale⁶⁶. Les fondements idéologiques de la paix libérale, à savoir la transformation des pays dévastés par les guerres civiles en démocraties libérales de marché, ne sont donc pas remis en question. Au fil du temps, l'incorporation des critiques réformistes n'a entraîné qu'une légère adaptation de la méthodologie, avec l'adoption de réformes plus progressives (« l'institutionnalisation avant la libéralisation ») afin d'établir et de consolider des institutions autonomes de gouvernance qui soient efficaces et légitimes avant l'introduction d'élections de type *winner-takes-all* (le vainqueur remporte la mise) et des réformes drastiques en vue d'ouvrir les marchés⁶⁷. Cette stratégie, plus sensible aux effets négatifs de la « thérapie de choc », a cependant maintenu les deux objectifs mondiaux guidant la mise en œuvre du paradigme depuis le début des années 1990 : 1) la reproduction de l'état occidental wébérien dans la périphérie, avec le renforcement de la RSS, de l'état de droit et de la bonne gouvernance (les trois piliers majeurs du modèle au cours de sa deuxième décennie); et 2) l'intégration de ces espaces dans l'économie capitaliste mondiale, en préservant généralement le cadre néolibéral, tout en se protégeant de ses effets socio-économiques les plus dévastateurs par des programmes d'aide au développement et de réduction de la pauvreté⁶⁸.

Le défi à la structure globale du pouvoir : les critiques structurelles

Les critiques structurelles concernent principalement l'idéologie sous-jacente à la pensée et à la pratique de la consolidation de la paix et ce qu'elle (re)produit en matière de fonctionnement du système international. Contrairement à la vision analysée ci-dessus, les auteurs ont un objectif transformatif et cherchent à résister explicitement aux formes hégémoniques du pouvoir⁶⁹. Ce compromis normatif vise à transformer le modèle même, par opposition à un ajustement en phase avec la préservation du paradigme dominant de paix libérale (ainsi que le système plus large des relations de pouvoir), contrairement à la préservation du *statu quo*.

Parmi les critiques les plus virulentes, certaines mettent en avant le modèle hégémonique occidental de consolidation de la paix et sa nature hiérarchique, centralisée et élitiste. Sous un angle postcolonial, la paix libérale est comprise comme favorisant la culture, l'identité et les normes occidentales au détriment des autres⁷⁰. Les analogies entre consolidation de la paix et colonialisme sont donc monnaie courante, partant du principe qu'ils favorisent tous deux des asymétries entre le Nord mondial et le Sud mondial. Les problèmes structurels de conception et de mise en œuvre des modèles de consolidation de la paix sont donc vus dans leur rapport avec l'inégalité du système international : les interventions imposent un modèle descendant, créent et renforcent une hiérarchie claire entre les intervenants et ceux qui font l'objet de l'intervention et agissent comme un instrument de gouvernance mondiale de l'occident dans la périphérie, consolidant son hégémonie, défendant ses intérêts géostratégiques et encourageant ses valeurs⁷¹. Sa fonction est de légitimer l'ordre du monde tel qu'il était après la victoire du bloc de l'Ouest lors de la guerre froide, tout en servant les intérêts des états occidentaux et des institutions financières internationales contrôlées par ces derniers. En outre, les prétendues solutions *techniques* proposées et imposées par le Nord mondial, comme les stratégies néolibérales de reconstruction d'après-guerre, reproduisent les conditions du conflit et engendrent la violence qu'elles cherchent justement à combattre, contribuant en fin de compte à l'instabilité du système⁷².

Afin de surmonter cette logique selon laquelle l'international s'impose au local, plusieurs auteurs ont plus récemment exploré l'idée d'un modèle de « paix post-libérale ». Par exemple, la contribution d'Oliver Richmond et de Roger Mac Ginty est principalement axée sur la théorie de la paix hybride, où la paix est un hybride cumulatif à long terme de forces endogènes et exogènes⁷³. Récusant à la fois l'universalité de la paix libérale (en tant que principe et pratique) et de la « pureté » romancée du local, la perspective hybride constate que l'agencéité locale résiste au paradigme actuel, l'ébranle, le renégocie, l'ignore, le retarde et propose d'autres solutions. La reconnaissance de cette hétérogénéité permet d'envisager des épistémologies du Sud et, en particulier, des formes de renforcement de l'état et de gouvernance sociale autres que celles proposées par le modèle hégémonique⁷⁴. L'idée centrale est que, en tenant compte des visions du monde culturellement différentes de la vision occidentale, il est possible de reconnaître et de créer une multiplicité de « paix » qui ne soient pas anéanties par l'hégémonie écrasante de la paix libérale.

Bien qu'elles se différencient par leurs caractéristiques et leurs intentions, ces critiques remettent effectivement en question : 1) la *bonne volonté* du modèle d'intervention, en attirant l'attention sur les caractéristiques impérialistes du paradigme et sur la façon dont il sert les intérêts et les intentions particuliers des pays du Nord dans le Sud ; 2) sa nature, en contestant le caractère central de la sécurité (qui favorise l'ordre et la stabilité aux dépens de l'émancipation) et son essence élitiste, technocratique et standardisée ; 3) sa légitimité, en remettant en question la présomption d'universalité du libéralisme occidental ainsi que sa vision eurocentrique, normative et étriquée de la participation locale ; et 4) son efficacité, en mettant en exergue l'entretien des relations conflictuelles, la dépendance

à l'égard des acteurs extérieurs et les conséquences adverses d'une minimisation des contributions endogènes.

Conclusion

Le modèle de consolidation de la paix entrepris par les différents chefs de file de l'interventionnisme international est, à n'en pas douter, un projet particulièrement ambitieux. Du simple gel des conflits armés, nous avons rapidement glissé vers la tentative de résolution de leurs causes profondes en institutionnalisant un paradigme qui a considérablement modifié les objectifs et les fonctions traditionnelles de la promotion de la paix dans la périphérie.

Cependant, les résultats de ce projet interventionniste étaient bien en deçà des effets escomptés, en particulier pour ceux qui présentaient avec enthousiasme une nouvelle ère capable de résoudre les menaces à la paix et à la sécurité internationales de l'après-guerre froide. Les deux décennies de critiques internes et externes du modèle de consolidation de la paix ont certes apporté quelques réformes en faveur d'un *modus operandi* à l'occasion plus flexible et plus sensible aux autres approches. Toutefois, ces ajustements n'ont pas véritablement remis en question les postulats culturels et idéologiques de ce paradigme ni les intérêts du Nord mondial sous-tendant l'action internationale dans les environnements touchés par un conflit ou sortant d'un conflit. À vrai dire, ils n'ont pas permis de régler la plupart des problèmes identifiés par les résolveurs de problèmes, comme l'ont montré les rapports et évaluations successifs des opérations de paix conduites par les acteurs internationaux eux-mêmes. Du reste, la plupart des critiques émises au cours des vingt dernières années sont valides aujourd'hui encore.

En ce sens, l'appréciation de la consolidation de la paix en tant que réponse aux violences extrêmes sapant le système ne peut qu'en révéler les effets pour le moins décevants et bien souvent contre-productifs. Si la volonté de dépasser le modèle militarisé de paix négative doit être saluée, tout comme l'engagement renouvelé de la communauté internationale envers la périphérie dévastée par la violence et nécessitant de l'aide, le scepticisme à l'égard des efforts internationaux est clairement justifié. Les limites importantes de la façon dont le concept a été pensé et s'est matérialisé sur le terrain, sans oublier les griefs soulevés par les programmes et les intérêts réellement servis par ces interventions, sont des questions majeures, d'ailleurs bien loin d'être résolues.

Notes

1. Organisation des Nations Unies, « An Agenda For Peace », 31 janvier 1992, www.un-documents.net/a47-277.htm.

2. GALTUNG, Johan, « Violence, Peace and Peace Research », *Journal of Peace Research* 6, no 3, 1969, p. 168.

3. Pour une analyse plus détaillée de la contribution conceptuelle de Galtung, voir ALMEIDA CRAVO, Teresa, « Os Estudos para a Paz », in *Segurança Contemporânea*, DUQUE, NOIVO, ALMEIDA et SILVA, dir., Lisbonne : PACTOR-Edições de Ciências Sociais e Política Contemporânea, 2016, pp. 69-84.

4. *Id.*
5. GALTUNG, « An Editorial », *Journal of Peace Research* 1, no 1, 1964, pp. 1-4.
6. *Id.*, p. 2.
7. GALTUNG, « Violence, Peace and Peace Research ».
8. GALTUNG, « Cultural Violence », *Journal of Peace Research* 27, no 3, 1990, pp. 291-305.
9. GALTUNG, « Three Approaches to Peace: Peacekeeping, Peacemaking and Peacebuilding », in *Essays in Peace Research*, Volume II, GALTUNG, dir., Copenhague : Ejlers, 1976, p. 282.
10. *Id.*, pp. 283-284.
11. *Id.*, p. 288.
12. *Id.*, p. 290.
13. *Id.*, pp. 294-296.
14. *Id.*, pp. 296-297.
15. *Id.*, pp. 298-300.
16. *Id.*, p. 104.
17. MIALI, Hugh, RAMSBOTHAM, Oliver, WOODHOUSE, Tom, *Contemporary Conflict Resolution*, Cambridge : Polity Press, 1999, p. 2 ; VIGGO JAKOBSEN, Peter, « The transformation of United Nations Peace Operations in the 1990s: Adding Globalization to the Conventional 'End of the Cold War Explanation' », *Cooperation and Conflict* 37, no 3, 2002, pp. 267-282.
18. WALLENSTEEN, Peter, SOLLENBERG, Margareta, « Armed Conflict, 1989-2000 », *Journal of Peace Research* 38, no 5, 2001, p. 632.
19. AYOUB, Mohammed, « State-Making, State-Breaking and State Failure: Explaining the Roots of 'Third World' Insecurity », in *Between Development and Destruction. An Enquiry into the Causes of Conflict in post-Colonial States*, GOOR et al., dir., Londres : Macmillan Press Ltd, 1996, pp. 67-90.
20. ALMEIDA CRAVO, « Duas décadas de consolidação da paz: as críticas ao modelo das Nações Unidas », *Universitas: Relações Internacionais - UniCEUB* 11, no 2, 2013, pp. 21-37.
21. Organisation des Nations Unies, « An Agenda For Peace ».
22. *Id.*, para 42-45. *L'Agenda pour la paix* fait également référence aux unités d'imposition de la paix, prévues dans la Charte des Nations Unies, comme instrument mobilisable dans ce nouveau cadre d'action.
23. *Id.*, para 21.
24. *Id.*, para 15.
25. RAMSBOTHAM, « Reflections on UN Post-Settlement Peacebuilding », in *Peacekeeping and Conflict Resolution*, WOODHOUSE & RAMSBOTHAM dir., Londres : Frank Cass Publishers, 2000, p. 171, p. 175.
26. Organisation des Nations Unies, « An Agenda For Peace », para 15.
27. Nations Unies, Département des Opérations de maintien de la paix, *United Nations Peacekeeping Operations : Principles and Guidelines*, New York : United Nations Secretariat, 18 janvier 2008, p. 18, www.un.org/en/peacekeeping/documents/capstone_eng.pdf.
28. Nations Unies, Assemblée générale, Conseil de sécurité, « Supplement to an Agenda for Peace: Position Paper of the Secretary-General on the Occasion of the Fiftieth Anniversary of the United Nations », 3 janvier 1995, para 47, www.un.org/documents/ga/docs/50/plenary/a50-60.htm.
29. *Id.*, para 53.
30. Nations Unies, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, *UN Peacebuilding : An Orientation*, New York : Peacebuilding Support Office, septembre 2010, para 13, www.un.org/en/peacebuilding/pbso/pdf/peacebuilding_orientation.pdf.
31. Nations Unies, Assemblée générale, Conseil de sécurité, « Report of the Panel on United Nations Peace Operations (Brahimi Report) », 21 août 2000, para. 28, www.un.org/documents/ga/docs/55/a55305.pdf.
32. Nations Unies, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, *UN Peacebuilding: An Orientation*, p. 9.
33. DOYLE, Michael, « Three Pillars of the Liberal Peace », *American Political Science Review* 99, no 3, 2005, pp. 463-466.
34. CLAPHAM, Christopher, « Rwanda : The Perils of Peacemaking », *Journal of Peace Research* 35, no 2, 1998, pp. 193-194.

35. YANNIS, Alexandros, « State Collapse and its Implications for Peace-Building and Reconstruction », *Development and Change* 33, no 5, 2002, p. 825.

36. PARIS, Roland, « Peacebuilding and the Limits of Liberal Internationalism », *International Security* 22, no 2, 1997, p. 56.

37. LIZÉE, Pierre, *Peace, Power and Resistance in Cambodia. Global Governance and the Failure of International Conflict Resolution*, Londres : Macmillan Press Ltd., 2000.

38. JAKOBSEN, « The transformation of United Nations Peace Operations ».

39. KAHLER, Miles, « Statebuilding After Afghanistan and Iraq », in *The Dilemmas of Statebuilding: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, PARIS & SISK dir., Londres : Routledge, 2009, pp. 287-303.

40. NEWMAN, Edward et al., « Introduction », in *New Perspectives on Liberal Peacebuilding*, NEWMAN et al., dir., Tokyo : United Nations University Press, 2009, p. 12.

41. RICHMOND, Oliver, *The Transformation of Peace*, Londres : Palgrave Macmillan, 2005, p. 110.

42. *Id.*, pp. 52-84.

43. HAN, Sonia, « Building a Peace that Lasts: The United Nations and Post-Civil War Peacebuilding », *New York University Journal of International Law and Politics* 26, no 4, 1994, pp. 842-845.

44. RAMSBOTHAM, « Reflections on UN Post-Settlement Peacebuilding », p. 170.

45. Nations Unies, Assemblée générale, « Disarmament, Demobilization and Reintegration Programs », 2 mars 2006, para. 29-37, www.undp.org/content/dam/undp/documents/cpr/documents/ddr/SG_Report_on_DDR_to_GA_s-60-705_March_2006.pdf.

46. SEDRA, Mark, dir., *The Future of Security Sector Reform*, Ottawa : Centre for Governance Innovation, p. 2010.

47. Sur le lien entre consolidation de la paix, état de droit et RSS, voir ALMEIDA CRAVO, « Linking Peacebuilding, Rule of Law and Security Sector Reform: The European Union's Experience », *Asia-Europe Journal* 14, Numéro spécial : The Rule of Law as a Strategic Priority in the European Union's External Action, no 1, 2016, pp. 107-124.

48. RAMSBOTHAM, « Reflections on UN Post-Settlement Peacebuilding », p. 172.

49. Sur la théorie de paix démocratique, voir HAYES, Jarrod, « The Democratic Peace and the new Evolution of an old Idea », *European Journal of International Relations* 18, no 4, 2012, pp. 767-791.

50. BARNES, Samuel, « The Contribution of Democracy to Rebuilding Postconflict Societies », *American Journal of International Law* 95, no 1, 2001, p. 86.

51. MACRAE, Joanna, LEADER, Nicholas, « Apples, Pears and Porridge: The Origins and Impact of the Search for 'Coherence' between Humanitarian and Political Responses to Chronic Political Emergencies », *Disasters* 25, 2001, p. 155, doi:10.1111/1467-7717.00179.

52. HARVEY, David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford : Oxford University Press, 2005.

53. WILLIAMSON, John, « A Short History of the Washington Consensus », in *The Washington Consensus Reconsidered: Towards a New Global Governance*, SERRA & STIGLITZ, dir., Oxford : Oxford University Press, 2008, pp. 14-30.

54. STIGLITZ, John, « Is there a Post-Washington Consensus? », in *The Washington Consensus Reconsidered: Towards a New Global Governance*, SERRA & STIGLITZ, dir., Oxford : Oxford University Press, 2008, pp. 41-56.

55. LEDERACH, John Paul, « Civil Society and Reconciliation », in *Turbulent Peace. The Challenges of Managing International Conflict*, CROCKER et al., dir., Washington, D.C. : United States Institute of Peace Press, 2001, pp. 841-854.

56. Programme des Nations Unies pour le développement des Nations Unies, *Human Development Report 1994*, New York : Oxford University Press, 1994, <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-report-1994>.

57. NEWMAN et al., « Introduction », p. 5.

58. COLLIER, Paul et al., *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, New York: Oxford University Press and World Bank, 2003, p. 83.

59. Par exemple, pour des critiques sur les opérations au Mozambique, voir WEINSTEIN, Jeremy, « Mozambique : A Fading U.N. Success Story », *Journal of Democracy* 13, no 1, 2002, pp. 141-156; et au Cambodge, voir LIZÉE, Pierre, *Peace, Power and Resistance in Cambodia*.

60. ROBERTS, Adam, KINGSBURY, Bénédicte, dir., *United Nations, Divided World: the UN's Roles in International Relations*, Oxford : Clarendon Press, 1993.

61. Pour le concept de « résolveur de problème », voir COX, Robert, « Social Forces, States and World orders: Beyond International Relations Theory », in *Neorealism and Its Critics*, KEOHANE, dir., New York : Columbia University Press, 1986, pp. 204-254.

62. Voir, par exemple, FUKUYAMA, Francis, *State-building : Governance and World Order in the 21st Century*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2004 ; PARIS, *At War's End : Building Peace after Civil Conflict*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004 ; DOYLE, Michael et SAMBANIS, Nicholas, *Making War & Building Peace*, Princeton : Princeton University Press, 2006 ; CALL, Charles et COUSENS, Elizabeth, « Ending Wars and Building Peace: International Responses to War-Torn Societies », *International Studies Perspectives* 9, 2008, pp. 1-21 ; et JARSTAD, Anna et SISK, Timothy, dir., *From War to Democracy: Dilemmas of Peacebuilding*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008.

63. PARIS, Roland, « Saving Liberal Peacebuilding », *Review of International Studies* 36, no 2, 2010, pp. 337-365.

64. PARIS, Roland et SISK, Timothy dir., *The Dilemmas of Statebuilding: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, Londres : Routledge, 2009.

65. *Id.*, pp. 306-309.

66. PARIS, « Saving Liberal Peacebuilding ».

67. PARIS, *At War's End*, p. 179.

68. HARRISON, Graham, *The World Bank and Africa: The Construction of Governance States* Londres : Routledge, 2004.

69. Voir, par exemple, DUFFIELD, Mark, *Global Governance and the New Wars. The Merging of Development and Security*, Londres : Zed Books, 2001 ; PUGH, Michael, « The Political Economy of Peacebuilding: A Critical Theory Perspective », *International Journal of Peace Studies* 10, no 2, 2005, pp. 23-42 ; CHANDLER, David, *Empire in Denial : The Politics of State-building*, Londres : Pluto, 2006 ; RICHMOND, « The problem of peace: Understanding the 'liberal peace' », *Conflict, Security & Development* 6, no 3, 2006, pp. 291-314 ; et DARBY, Philip, « Rolling Back the Frontiers of Empire: Practising the Postcolonial », *International Peacekeeping* 16, no 5, 2009, pp. 699-716.

70. LIDÉN, Kristoffer, « Peace, Self-governance and International Engagement: From Neo-colonial to Post-colonial Peacebuilding », in *Rethinking the Liberal Peace: External Models and Local Alternatives*, TADJBAKHSI, dir., New York : Routledge, 2011, p. 57.

71. CHANDLER, « The Uncritical Critique of Liberal Peace », *Review of International Studies* 36, no 1, 2010, pp. 137-155.

72. DUFFIELD, *Global Governance and the New Wars* ; PUGH, « The Political Economy of Peacebuilding ».

73. RICHMOND, *A Post-Liberal Peace: The Local Infrapolitics of Peacebuilding*, Londres : Routledge, 2011 ; et MAC GINTY, Roger, *International Peacebuilding and Local Resistance: Hybrid Forms of Peace*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2011.

74. SOUSA SANTOS, Boaventura, *Epistemologies of the South*, Boulder : Paradigm, 2014.